

Annexe III

Programme de formation dispensé à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) relatif aux dispositions de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ENM, le 10 décembre 2019).

1. En formation initiale

1) Lors de la période de scolarité

Les auditeurs de justice abordent la question des droits fondamentaux des personnes détenues à l'occasion de la conférence du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Cette intervention fait partie du programme de la séquence de formation dédiée à la prison, qui dure une journée.

Les auditeurs traitent donc des suites données à l'objectif d' *«établissement d'un système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants, sur les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants»*, tel qu'il figurait dans le protocole facultatif contre la torture et autres peines et traitement cruels inhumains et dégradant adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 2002.

Au cours de cette séquence, le CGPLP présente sa mission de contrôle du respect des droits fondamentaux des personnes détenues, notamment en cas de surpopulation carcérale.

2) En stage

Les auditeurs de justice sont sensibilisés aux questions ayant trait à la torture et aux mauvais traitements au sein des lieux de privation de liberté tout au long de leurs différents stages obligatoires en services d'enquête (2 semaines), en cabinet d'avocat (3 mois), en établissement pénitentiaire (2 semaines) et bien sûr, en juridiction.

De plus, ils ont la possibilité de réaliser leur stage extérieur de 2 mois auprès d'organismes tels que :

- L'institut international des droits de l'Homme ;
- La commission nationale consultative des droits de l'Homme ;
- Le contrôleur général des lieux de privation de liberté ;
- L'office central de protection des réfugiés et des apatrides ;
- L'inspection générale de la police nationale.

Ce stage extérieur peut également être réalisé au sein d'un service d'enquête spécialisé (direction centrale de la police aux frontières, direction centrale de la police judiciaire, offices centraux), d'un tribunal administratif ou d'une préfecture notamment.

Il est également à noter que 5 auditeurs de justice effectuent tous les ans un stage international de 3 semaines au Conseil de l'Europe, et un auditeur auprès de la Cour pénale internationale.

2. En formation continue

La formation continue de l'ENM aborde dans plusieurs séquences de formation la lutte contre la torture et la détection de séquelles de torture. En revanche, aucune formation n'aborde les études d'impact de ces formations sur la réduction du nombre de cas de torture.

1) Sessions de formation du pôle « Humanités judiciaires »

- La justice dans les tourmentes de l'histoire

Cette session ne traite pas directement de la torture, en revanche elle aborde les génocides et crimes de guerre – la torture constituant une des infractions qui peuvent donner lieu à cette qualification. Dans ce cadre, la session

développe l'impact sur les victimes de telles infractions et les modalités de réparation judiciaire mais aussi de justice transitionnelle.

- **Humanité du juge, approches philosophiques**

Cette session aborde du point de vue philosophique les mécanismes de la violence et les ressorts d'absence d'empathie qui sont susceptibles de la généraliser.

- **Le juge et l'étranger**

Cette session comporte plusieurs séquences relatives aux droits fondamentaux applicables aux étrangers, notamment lorsqu'ils sont en rétention judiciaire.

- **Les soins psychiatriques sans consentement**

Cette session de 3 jours, portés à 4 en 2020, aborde la question des compétences respectives du magistrat, garant des libertés individuelles, et du psychiatre. Elle traite notamment de la question des mesures de contention et d'isolement et du contrôle du contrôleur général des lieux de privation de libertés.

2) Sessions de formation de droit international

- **Le droit onusien des libertés fondamentales**

Cette session de 3 jours, qui aborde l'articulation des normes onusiennes avec les ordres nationaux, a comporté une séquence relative à la traite des êtres humains.

- **La justice pénale internationale**

Cette session de 4 jours aborde les notions de crimes contre l'humanité, de génocide et de crime d'agression, et dans ce cadre, de la torture en tant qu'élément de la liste des infractions susceptibles d'une telle qualification. Par ailleurs, elle accorde une séquence à la cour pénale spéciale centrafricaine.

- **Le traitement judiciaire des discours de haine**

Si cette session de 3 jours n'aborde pas la torture, les discours et actes de haine (qui peuvent donner lieu à des actes de torture) sont développés selon une double perspective : analyse du contexte et des ressorts psychologiques de la haine / modalités de traitement judiciaire des actes d'infraction avec un coefficient de haine.

3) Sessions de formation de droit pénal

- **La traite des êtres humains**

Cette session propose une approche globale des différentes manifestations de la traite des êtres humains observables sur le territoire national et présente les dispositifs législatifs et opérationnels au plan national et international, les réponses pénales, l'identification et la prise en charge des victimes ainsi que travail avec des associations spécialisées.

- **La guerre saisie par le droit : droit des conflits armés, droit international humanitaire, droit international des droits de l'homme : définitions, enjeux, problématiques**

Sont abordés au cours de cette session les fondements juridiques du recours à la force entre Etats, la définition des différents types de conflits armés et les règles découlant de la qualification retenue, mais aussi la question des crimes pouvant être commis dans ce cadre.

4) Sessions de formation du pôle « Environnement judiciaire »

- **Les mineurs non accompagnés : évaluation et accompagnement**

Cette session présente les différents profils de mineurs arrivés sur le territoire français, potentiellement victimes de tortures ou de parcours traumatiques divers à leur arrivée. Elle met l'accent sur les dispositifs de prise en charge, au plan juridique et éducatif, afin de prévenir tout enrôlement dans des groupes criminels de traite des êtres humains.

- **Les violences sexuelles**

Cette session de 4 jours, de nature pluridisciplinaire, aborde tant les aspects juridiques que les aspects médico-légaux, psychologiques, psychiatriques de la question. Elle permet également de former les professionnels aux techniques d'enquête et de prise en charge appropriées, tant des auteurs que des victimes.

– **Les enfants maltraités**

Cette session de 4 jours, également de nature pluridisciplinaire, a pour objectif de permettre aux participants de connaître et identifier les différentes formes de maltraitance (violences sexuelles, physiques, syndrome du bébé secoué, négligence), de mesurer l'impact traumatique sur les enfants, d'acquérir des réflexes professionnels dans la prise en charge de la maltraitance et enfin de savoir collaborer avec les autres acteurs : cadres de l'aide sociale à l'enfance, professionnels de la santé, services sociaux, Éducation nationale, enquêteurs etc.

– **La prison en question**

Cette session de 5 jours aborde notamment les aspects de la prise en charge psychiatrique des personnes détenues, ainsi que les enjeux de la surpopulation carcérale et des conditions matérielles de détention.

5) Stage

L'ENM propose enfin aux magistrats d'effectuer en formation continue un **stage collectif d'une semaine au Conseil de l'Europe**. Les activités du Conseil de l'Europe pour l'harmonisation des droits européens et la reconnaissance des droits de l'homme y sont présentées. Est régulièrement abordée lors de ce stage la lutte contre la torture.